

Livre bleu de BMO

Hiver 2019



ÉCONOMIE

Robert Kavcic
Économiste principal

Ralentissement vers le niveau potentiel

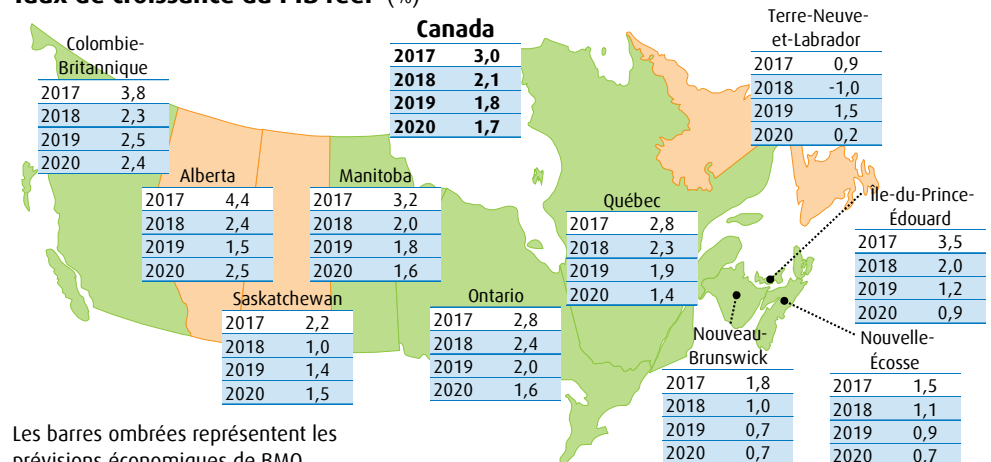
L'économie canadienne a commencé à décélérer, sa croissance se situant tout juste au-dessous de 2 % au deuxième semestre de 2018, signe d'un virage descendant vers le niveau potentiel. À l'échelle du pays, nous voyons deux grands thèmes perdurer en 2019. Premièrement, les prix du pétrole sont redevenus un facteur de risque baissier pour les trois provinces productrices. Dans la majorité des autres provinces, la croissance ralentit vers son niveau potentiel après une phase de forte progression, à l'instar de ce que l'on observe à l'échelle nationale.

On s'attend à ce que la Colombie-Britannique se maintienne vers l'avant du peloton. Sa croissance a probablement fléchi à 2,3 % en 2018, après une progression annuelle moyenne de 3,2 % sur quatre ans, mais elle devrait être stimulée de nouveau par la mise en chantier d'un important projet de GNL. L'Alberta connaîtra l'un des ralentissements les plus marqués, sa croissance glissant à 2,4 % en 2018 et 1,5 % cette année, dans un contexte où la faiblesse du prix du pétrole canadien freine les projets d'investissement, en plus d'entraîner une réduction obligatoire de la production. La Saskatchewan semble elle aussi vouée à une certaine stagnation, avec une croissance qui devrait rester autour de 1,5 %. Par contre, le Manitoba conservera vraisemblablement une croissance respectable tout juste inférieure à 2 %.

Récemment vecteurs d'une forte progression, l'Ontario et le Québec donnent des signes de ralentissement. Leur croissance devrait s'être située à 2,4 % et 2,3 % respectivement en 2018, contre 2,8 % dans les deux cas en 2017. Elle devrait encore fléchir cette année, à 2,0 % en Ontario et 1,9 % au Québec. La conjoncture macroéconomique extérieure – taux d'intérêt faibles mais en hausse, croissance robuste de l'emploi et élan démographique – reste néanmoins très favorable à ces deux provinces. Par ailleurs, la signature de l'ACEUM (aussi appelé AEUMC) a atténué un risque clé. Ajoutée à l'adoption de politiques plus favorables aux entreprises, cette évolution devrait soutenir la confiance tout au long de 2019 et contrebalancer toute

PIB provincial

Taux de croissance du PIB réel (%)



faiblesse des dépenses de logement et de consommation provoquée par la hausse des taux d'intérêt.

Enfin, dans la majorité des provinces de l'Atlantique, un apport démographique a contribué à hisser la croissance bien au-dessus du niveau potentiel ces deux dernières années. Ceci pourrait persister en 2019, mais nous pensons que le retour progressif à la croissance tendancielle s'observera également dans cette partie du pays. Un des défis sera de retenir les immigrants récents dans un marché du travail relativement faible (bien qu'il se resserre) et de contrecarrer ainsi la tendance des populations à partir pour des régions à l'économie plus robuste. De plus, certaines provinces commencent à se ressentir négativement de l'achèvement d'un grand nombre de grands projets d'investissement privés et publics.



Bien que le rythme d'expansion de l'économie canadienne commence à se modérer, les entreprises clientes de BMO sont généralement optimistes quant à leurs perspectives et bon nombre d'entre elles investissent dans leur croissance.

En Colombie-Britannique, l'agriculture et les industries du savoir deviennent les principales contributrices à l'économie la plus dynamique du pays. En Alberta et en Saskatchewan, les clients font preuve de la résilience qu'on leur connaît face aux défis du secteur de l'énergie. Le Manitoba conserve l'une des économies les plus diversifiées du pays, avec de nombreuses sociétés manufacturières cherchant à prendre de l'essor au sud de la frontière. Les entreprises de l'Ontario et du Québec profiteront d'une croissance modérée pour poursuivre leur expansion, tandis que celles des provinces de l'Atlantique resteront généralement stables.

Nous nous réjouissons particulièrement de voir les entreprises de partout au pays investir dans l'innovation pour accroître leur productivité, abaisser leurs coûts et ainsi livrer concurrence dans une économie en pleine transformation. Qui plus est, plusieurs de nos entreprises clientes, notamment dans le secteur manufacturier, voient dans l'expansion sur le marché américain une avenue naturelle de poursuivre leur croissance. BMO a mis à profit ses capacités transfrontalières et sa vaste expérience pour les aider à saisir ces possibilités.

Par ailleurs, nous sommes conscients que certains secteurs affrontent des défis. Dans le contexte des pourparlers commerciaux nord-américains et des tarifs imposés par les États-Unis, le manque de clarté entourant les échanges commerciaux a créé beaucoup d'incertitude sur le marché. La conclusion de l'ACEUM a contribué à apaiser ces inquiétudes, et bon nombre de nos clients affichent désormais un optimisme prudent dans le secteur manufacturier, l'agriculture et d'autres domaines d'activité.

Dans plusieurs régions du pays, le secteur agricole a aussi dû composer avec une météo défavorable. BMO a mis en place des programmes de secours à plusieurs endroits – et tout récemment à l'Île-du-Prince-Édouard aux prises avec une mauvaise récolte de pommes de terre – pour permettre aux clients de traverser ces moments difficiles.

Dans les bons moments comme dans les mauvais, BMO est là pour aider ses entreprises clientes. Le paysage des affaires se diversifiant au Canada, nous comprenons qu'il n'y a pas de solutions uniformes pour toutes les entreprises; ainsi, dans tous les marchés, nous avons embauché des spécialistes des services bancaires aux entreprises chargés de segments clés comme la technologie, l'agriculture et la

santé, afin de garantir à nos clients les éclairages et les conseils dont ils ont besoin pour croître et prospérer. À l'amorce de 2019, BMO continue de mettre l'accent sur le leadership au niveau des délais de mise en marché, la fourniture de structures et de conseils de pointe propres aux différents secteurs d'activité des clients et la prestation de services bancaires transfrontaliers.

C'est ainsi que nous nous distinguons de nos concurrents et rendons service à nos clients dans une économie qui continue d'évoluer et de se transformer. Nos spécialistes des services bancaires soutiennent nos clients dans l'ensemble des régions et des secteurs et sont à leur disposition pour les conseiller dans la prise de décisions stratégiques de dépenses et d'investissements susceptibles d'être des vecteurs d'innovation, de diversification et, par conséquent, de croissance en 2019 et par la suite.



Colombie-Britannique



ÉCONOMIE

Robert Kavcic
Économiste principal

En Colombie-Britannique, l'économie a connu un essor éclatant et devrait encore croître de 2,5 % en 2019, stimulée par la mise en chantier d'un projet de GNL de 40 milliards de dollars. La construction du pipeline entre Dawson et Kitimat commencera au début de 2019 et celle de l'usine devrait culminer en 2021, entraînant la création d'environ 10 000 emplois.

Par contre, la construction résidentielle continue de ralentir alors que le marché du logement s'adapte à une série de mesures incluant de nouvelles politiques provinciales (hausse et extension de la taxe visant les acheteurs étrangers, impôt sur la spéculation sur les logements vacants), le resserrement des règles d'admissibilité aux prêts hypothécaires du BSIF et les relèvements de taux de la Banque du Canada. À Vancouver, les ventes sont inférieures de 25 % à leur moyenne sur 10 ans et les prix des appartements en copropriété et des maisons unifamiliales individuelles se corrigent.

Le marché du travail a été le plus vigoureux du pays ces trois dernières années et la croissance de l'emploi a fortement rebondi après avoir ralenti au milieu de 2018. Récemment, le taux de chômage a touché un creux quasi-historique de 4,1 %. Cette situation a attiré des travailleurs d'autres provinces (en plus du flot des arrivants de l'étranger), mais on peut se demander si l'accès limité au logement ne va pas contribuer à affaiblir cette tendance.

La province projette un excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars pour l'exercice 2018/2019, soit davantage que les 219 millions de dollars prévus dans le plan budgétaire. Les recettes ont été révisées à la hausse, tandis que les emprunts et la dette nette sont sensiblement inférieurs aux prévisions du plan budgétaire.

SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES



Michael E. Bonner,
Président régional –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
Direction Colombie-
Britannique et Yukon



Paul Seipp,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Grand Vancouver



Steven Jensen,
Vice-président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Région intérieure de la C.-B.
et Île de Vancouver

L'économie de la Colombie-Britannique a connu un essor remarquable ces dernières années. La croissance devrait se modérer quelque peu, mais nous anticipons qu'elle restera solide — alimentée par un flux migratoire positif soutenu, un marché de l'emploi vigoureux et des industries variées.

L'activité se renforce dans les industries du savoir. Alors que la contraction des joueurs américains de ce secteur se poursuit, les entreprises locales gagnent en notoriété et voient ainsi s'ouvrir des avenues de croissance. Des sociétés en démarrage spécialisées ont réussi à mobiliser des capitaux importants, surtout durant la dernière année.

Nos clients autochtones demeurent des intervenants clés dans l'économie de la province, avec des investissements dans une brochette de partenariats et de projets d'infrastructure qui stimuleront la croissance et amélioreront la qualité de vie dans les collectivités locales. Au moment où les gouvernements autochtones continuent de développer leur savoir-faire et leur sens de l'entrepreneuriat dans la province et au-delà, nous voyons s'accélérer les activités des sociétés d'expansion des exportations dans le cadre de la conclusion de règlements au titre des traités et d'importantes ententes de confiance.

Dans l'agriculture, les serres connaissent une croissance significative — notamment du côté des producteurs qui veulent pénétrer le marché naissant du cannabis. Par ailleurs, la consolidation se poursuit dans l'industrie laitière, où de plus grandes exploitations investissent davantage dans le matériel et les nouvelles technologies. Parallèlement, la hausse du prix des terres exerce une pression sur les exploitants dans un contexte de

montée des taux d'intérêt. De plus, nos clients gardent un œil sur les inconnues du nouvel ACEUM —surtout au chapitre des produits laitiers. Ceci ralentit certains investissements et entraîne l'adoption générale d'une approche attentiste.

La croissance s'observe également dans le secteur de la santé. Les flux migratoires provenant d'autres provinces et le vieillissement de la population ont permis l'expansion et la diversification des services offerts, notamment dans les soins préventifs. La province demeurant une importatrice nette d'ânés, cette expansion devrait se poursuivre pendant encore un certain temps.



Alberta



ÉCONOMIE

Robert Kavcic
Économiste principal

L'économie albertaine perd de son dynamisme dans la foulée d'un affaiblissement du secteur pétrolier. La croissance du PIB réel est vraisemblablement passée de 4,4 % en 2017 à 2,4 % en 2018, et devrait baisser à 1,5 % cette année. Le recul des prix du WTI et la volatilité du différentiel du WCS freineront probablement les projets d'investissement, tandis que des réductions obligatoires pèseront sur la production. À plus long terme, le manque de capacité pipelinère demeurera un enjeu pressant, vu l'augmentation de la production du secteur des sables bitumineux et l'achèvement de projets et d'agrandissements. Nous estimons que l'évolution récente du marché pétrolier retranchera environ 1 % à la croissance de 2019.

Le marché du logement reste faible après une longue correction qui a vu les prix de référence chuter de 6 % par rapport à leur sommet à Calgary. Les mises en chantier domiciliaires ont trouvé un plancher, mais bien en deçà de leurs niveaux d'avant le choc. Par contre, l'offre reste surabondante dans l'immobilier commercial, avec des taux d'inoccupation dépassant 25 % dans les immeubles de bureaux du centre-ville de Calgary.

Le marché du travail est stable et l'emploi croît au rythme d'environ 2 % sur un an. Cependant, le taux de chômage est récemment remonté au-dessus de 7 % sous l'effet d'un bond de l'offre de main-d'œuvre. En 2016 et 2017, l'Alberta a connu un déficit migratoire interprovincial attribuable à l'embellie des perspectives économiques relatives d'autres régions et au resserrement du différentiel salarial (auparavant très favorable à l'Alberta). Ces flux semblent maintenant s'équilibrer, sous l'effet de la convergence des taux de croissance à l'échelle du pays.

La province prévoit un lourd déficit de 7,5 milliards de dollars pour l'exercice 2018/2019. Le véritable enjeu réside dans le chiffre de l'an prochain, si les prix pétroliers restent ce qu'ils sont et à l'approche d'une élection.

SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES



John MacAulay,
Président régional –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
• Direction Prairies et
Territoires du Nord-Ouest



James Gardiner,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Sud de l'Alberta

Alors que le prix du pétrole reste préoccupant, l'économie albertaine est devenue en grande partie l'affaire de deux secteurs qui ont pris des trajectoires divergentes — l'énergie et l'agriculture.

Bon nombre de nos clients non agricoles se montrent prudents. En Alberta, toute l'économie se ressent du secteur énergétique; après un rebond en 2017, l'optimisme est moindre que ce que nous souhaiterions. Durant le recul récent, bien des sociétés ont été consolidées ou vendues, nous donnant l'occasion d'en aider d'autres à prendre de l'expansion, acheter des concurrents et participer à la consolidation de leur secteur. Les entreprises qui ont survécu l'ont fait en se désendettant et en comprimant leurs coûts.

L'innovation technologique dans l'exploration pétrolière et la gestion des pipelines demeure un domaine porteur, dans lequel de nouvelles entreprises continuent d'émerger. Par ailleurs, les réductions de production pétrolière imposées par le gouvernement provincial semblent avoir un effet positif — mais il faudra trouver une solution au problème fondamental de l'acheminement du pétrole albertain jusqu'au littoral pour que ce secteur renoue véritablement avec l'optimisme.

Dans le domaine agricole, l'Alberta est le premier producteur de bœuf du Canada — avec le plus important stock de bovins et près de la moitié du cheptel de vaches du pays. Le défi du secteur agricole réside dans le fait qu'il est axé sur des produits de base, dont la

volatilité des prix peut avoir de grandes répercussions sur les exploitants. Cependant, les prix du bétail ont été plutôt stables l'an dernier et sont moins volatils qu'il y a quelques années, conférant plus de stabilité à ce segment du secteur.

Par contre, une météo difficile a nui aux rendements et à la qualité des cultures commerciales, plaçant leurs producteurs dans une position délicate. Pour aider ses clients à surmonter cette tourmente, BMO a lancé récemment un programme de secours prévoyant le report de paiements de capital et la réduction ou l'annulation de frais, au besoin, pour ses clients du secteur agricole dans la région. Nous continuerons de soutenir nos clients dans ce domaine.



Saskatchewan



ÉCONOMIE

Robert Kavcic
Économiste principal

L'économie de la Saskatchewan demeure atone, sous l'effet persistant du recul des prix du pétrole et de la glissade récente de l'activité. On s'attend à ce que le PIB réel augmente de 1,4 % en 2019, progression modérée qui sera inférieure à la moyenne nationale pour une cinquième année de suite.

Le secteur pétrolier s'est replié, mais la province s'attend à une production relativement stable à court terme. De son côté, la production de potasse affiche une progression régulière. Globalement, les investissements du secteur des ressources ont vraisemblablement chuté pour une quatrième année d'affilée en 2018. Les récoltes ont été quant à elles relativement constantes, la superficie récoltée de blé ayant fortement augmenté tandis que le rendement diminuait.

Le marché du travail demeure anémique, l'emploi ayant peu évolué depuis cinq ans malgré la remontée des derniers mois. En conséquence, le taux de chômage a dépassé la moyenne nationale pour la première fois depuis la fin des années 1990. La croissance démographique continue également de ralentir pour atteindre 0,8 % en glissement annuel contre 1,6 % il y a quatre ans à peine — les flux migratoires interprovinciaux de la Saskatchewan redeviennent négatifs.

La demande démographique diminuant, les mises en chantier ont ralenti au lieu d'augmenter comme dans la majorité des régions du pays. Le prix des maisons continue de baisser régulièrement à Regina et à Saskatoon, où le nombre de nouveaux logements invendus met beaucoup de temps à se normaliser. Parallèlement, à 10 mois d'approvisionnement, le stock excédentaire sur le marché de la revente est au plus haut en 15 ans au moins — ce qui laisse entrevoir une faiblesse persistante des prix.

La province projette un déficit de 348 millions de dollars (0,4 % du PIB) pour l'exercice 2018/2019, chiffre légèrement inférieur aux 365 millions de dollars prévus dans le plan budgétaire initial.

SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES



John MacAulay,
Président régional –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
Direction Prairies et
Territoires du Nord-Ouest



Ron Collins,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Manitoba et Saskatchewan

Les chefs d'entreprise de la Saskatchewan continuent de faire preuve de résilience face aux nombreux obstacles qu'ils affrontent.

Le secteur agricole, l'une des industries clés de la province, a dû relever certains défis durant l'année écoulée. La météo a inquiété les producteurs, le temps chaud et sec ayant attaqué les champs de blé et de canola au début de la saison de croissance. Plus tard durant l'année, un temps humide et frais pour la saison a nui aux récoltes dans les Prairies, érodant les rendements et la qualité des cultures dans certains secteurs de la province. Un certain nombre de producteurs agricoles se montrent donc prudents.

Récemment, BMO a lancé un programme de secours destiné à ses clients du secteur agricole dans la région. Par ailleurs, des investissements dans les nouvelles technologies donnent l'occasion aux exploitants de rendre leurs activités plus efficaces. Cette évolution pourrait accroître la rentabilité et améliorer les flux de trésorerie, plaçant les producteurs agricoles en meilleure position pour surmonter les hausses de taux d'intérêt.

Dans le secteur manufacturier, les entreprises cherchent à profiter de la situation centrale de la province en Amérique du Nord. Plus de la moitié des exportations de la Saskatchewan sont destinées aux États-Unis et les sociétés manufacturières seront de plus en plus désireuses de profiter de ces possibilités d'exportation durant l'année, dans la

foulée de l'optimisme suscité par la conclusion de l'ACEUM en attente de ratification. L'investissement récent de 53 millions de dollars du gouvernement du Canada dans la réfection de la route proche de la frontière américaine favorisera une expansion des exportations.

Par ailleurs, de nouvelles possibilités économiques se font jour dans la province, avec l'ajout de plus de 700 emplois dans l'industrie du cannabis. Dans le sud de la Saskatchewan, l'activité pétrolière et gazière reste aux prises avec des difficultés. Les producteurs surveilleront attentivement l'évolution de la situation en faisant preuve de prudence.



Manitoba



ÉCONOMIE

Robert Kavcic
Économiste principal

Le Manitoba continue d'afficher une croissance régulière; son PIB réel devrait augmenter de 1,8 % cette année, contre une progression robuste de 2,0 % en 2018.

Grâce à la diversité de sa base manufacturière et à la solidité de son secteur des services, le Manitoba connaît encore l'une des croissances les plus constantes du pays, qui devrait atteindre 1,8 % en 2019.

Le secteur manufacturier a dégagé une performance raisonnable depuis 2010 et devrait continuer de profiter d'une forte demande américaine et de la clarté procurée par l'ACEUM. Ceci dit, l'activité manufacturière se refroidit dans le midwest. Le marché du travail est ferme dans la province, avec une croissance moyenne de l'emploi d'environ 1,3 %. Le taux de chômage oscille autour de 6 %, ce qui correspond à peu près à la moyenne nationale; il a peu varié ces dernières années, preuve de la stabilité de la province.

Le marché du logement devrait lui aussi rester stable, avec une modeste progression des ventes et des prix soutenue par une forte croissance démographique et une accessibilité favorable. La demande démographique a dopé les statistiques du logement au début de 2018, mais cet élan a commencé à s'atténuer.

La province prévoit un déficit budgétaire de l'ordre de 521 millions de dollars pour l'exercice 2018/2019, en baisse par rapport aux 695 millions de dollars de l'exercice précédent. La dette nette continue d'augmenter.

SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES



John MacAulay,
Président régional –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
Direction Prairies et
Territoires du Nord-Ouest



Ron Collins,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Manitoba et Saskatchewan

L'économie diversifiée du Manitoba continue de bien progresser. Les sociétés manufacturières profitent de la stabilité apportée par l'ACEUM et bon nombre d'entre elles ont tiré parti de la baisse du dollar canadien. L'optimisme qui règne dans ce secteur se reflète notamment dans le nombre grandissant d'entreprises qui investissent dans des équipements pour accroître leur productivité. Nul doute que les améliorations apportées au traitement fiscal des équipements dans le dernier budget fédéral stimuleront elles aussi les dépenses d'investissement.

La hausse des taux d'intérêt tempère certaines activités, mais une conjoncture généralement positive soutiendra la croissance. De nombreuses entreprises poursuivent leur expansion aux États-Unis et plusieurs d'entre elles ont désormais pignon sur rue au sud de la frontière. Par ailleurs, les jeunes générations s'engagent davantage dans les entreprises familiales, de sorte que nous pouvons nous attendre à être plus actifs dans la planification de la relève.

Du côté de l'agriculture, les récoltes ont été moyennes en 2018. Cependant, les terres continuent de prendre de la valeur et bon nombre de producteurs investissent dans le traitement des semences et l'affinage des produits agricoles. Nous observons une forte tendance à la consolidation induite par les changements démographiques et le passage à de plus vastes exploitations céréalières et bovines.

Il y a beaucoup d'activité à Winnipeg. La croissance soutenue de la ville entraîne une forte construction de bureaux et d'appartements en copropriété. De plus, l'augmentation de la population issue des migrations interprovinciales et de l'immigration soutient la construction résidentielle. Les infrastructures ne sont pas en reste, avec un grand nombre de projets initiés par le gouvernement provincial.

Enfin, les efforts de développement des affaires de YES! Winnipeg ont indubitablement un effet positif. Les investissements affluent dans la ville et des emplois se créent avec l'arrivée de la société de jeux UbiSoft et d'autres entreprises du secteur de l'économie collaborative.



Ontario



ÉCONOMIE

Robert Kavcic
Économiste principal

L'économie ontarienne se modère après plusieurs années d'essor vigoureux. On s'attend à ce que le PIB réel progresse de 2,0 % cette année, contre une moyenne annuelle de 2,5 % entre 2014 et 2018 – la meilleure tenue en 15 ans. Malgré ce ralentissement de l'économie, la croissance de cette année restera globalement conforme au niveau potentiel et à la moyenne nationale.

Après avoir augmenté pendant la plus grande partie du cycle, les volumes d'exportation se sont stabilisés depuis le début de 2016. À plus long terme, le coût relativement élevé de la main-d'œuvre et de l'électricité continue de poser des problèmes – plusieurs secteurs fonctionnent à la limite de leurs capacités, mais hésitent à consentir de nouveaux investissements. Ceci dit, la clarté apportée par l'ACEUM, l'accélération des déductions pour amortissement et l'adoption de politiques favorables au secteur privé devraient soutenir la confiance et les investissements des entreprises.

Le marché du logement se stabilise dans la foulée des politiques récemment adoptées (taxe de 15 % pour les acheteurs non résidents et règles du BSIF) et des relèvements de taux de la Banque du Canada. À Toronto, le prix des maisons individuelles est en baisse d'environ 10 % par rapport à son sommet, mais celui des appartements en copropriété demeure à un niveau record. Nous nous attendons à des prix généralement stables jusqu'à la fin du cycle en cours.

Le marché du travail est solide et la croissance de l'emploi se stabilise dans une fourchette de 1 % à 2 % en glissement annuel. Le taux de chômage est à peine supérieur à un creux de 27 ans et la province compte chaque année un nombre record de 175 000 arrivants en provenance des autres provinces et de l'étranger.

La province prévoit un déficit de 14,5 milliards de dollars pour l'exercice 2018/2019 (1,7 % du PIB). En résumé, la province a renoncé à des recettes de 2,7 milliards de dollars en annulant le programme de plafonnement et d'échange et en procédant à d'autres baisses d'impôt, mais a plus que comblé ce manque à gagner en réduisant certaines des dépenses annoncées dans le budget de 2018 du gouvernement précédent. Aucun plan budgétaire détaillé n'a été formulé pour les exercices subséquents.

Est de l'Ontario

Le niveau de confiance des milieux d'affaires reste élevé dans l'est de l'Ontario. Nos entreprises clientes abordent 2019 avec optimisme, dans un contexte où l'augmentation des investissements des sociétés et la croissance démographique créeront des occasions cette année et par la suite.

L'économie prend de l'élan à Ottawa, où le chômage au plus bas est appelé à favoriser la croissance des entreprises. Par exemple, l'expansion se poursuit dans le secteur des technologies, où le développement est surtout le fait de petites sociétés – 50 employés ou moins – malgré quelques ajouts de plus grande envergure comme Amazon. Il s'agit là d'un important changement de configuration pour un secteur dont la prospérité avait reposé sur de gros joueurs comme Nortel.

L'optimisme qui règne à Ottawa commence à redessiner l'horizon de la ville sur fond de croissance robuste de l'immobilier. Les immeubles d'appartements en copropriété poussent un peu partout, notamment le long des lignes de TLR. Pour la première fois en plusieurs années, des maisons se vendent au prix demandé ou au-dessus, témoignant d'une tendance haussière très intéressante.

SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES



Victor Pellegrino,
Président régional –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
Direction Est, Centre et
Nord de l'Ontario



Lester Religa,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Est, Centre et Nord de
l'Ontario

Ailleurs dans la région, l'activité agricole demeure vigoureuse. Les percées récentes dans les négociations commerciales ont dissipé une partie de l'incertitude qui prévalait en 2018 et le projet d'ACEUM est bien accueilli par la majorité des moyens et grands producteurs. Par ailleurs, la consolidation se poursuit dans le secteur et les achats d'exploitations et d'appareils agricoles sont solides tant du côté de la production laitière que des cultures commerciales. Le marché agricole est en bonne santé et équilibré et il continue d'évoluer.

Dans l'ouest de la région, le moral des entreprises reste positif et de nombreuses sociétés du secteur des services s'implantent le long du prolongement vers l'est de l'autoroute 407. Dans le centre de la région, nous assistons à un réveil de l'immobilier dans des marchés comme Belleville, où viennent s'établir des propriétaires qui vendent leur logement du Grand Toronto.

Sud-ouest de l'Ontario

Dans le sud-ouest de l'Ontario, la confiance des entreprises reste assez solide, vu la vigueur du secteur agricole, la croissance soutenue du pôle technologique de Kitchener-Waterloo et l'évolution du paysage manufacturier de la région. Cependant, la hausse des taux et l'incertitude commerciale liée aux tarifs américains sur l'acier et aux effets potentiels de l'ACEUM commencent à inquiéter nos clients et à les inciter à la prudence.

La situation des producteurs agricoles reste bonne. La météo favorable de 2018 a permis des rendements élevés des cultures. De plus, les pressions antérieures sur les prix se sont allégées et stabilisées, procurant plus de sécurité. Par ailleurs, la tendance à la consolidation se maintient, les grandes entreprises agricoles achetant des terres à mesure qu'elles croissent.

Il est à noter que les producteurs laitiers attendent de voir les effets des diminutions de production qui résulteront du nouvel ACEUM. Pendant ce temps, les exploitants de serres se développent et plusieurs d'entre eux étendent leurs activités aux États-Unis pour profiter d'un meilleur accès au gaz et aux terres et d'impôts moins élevés.

L'expansion du secteur technologique se poursuit à Kitchener-Waterloo. Les activités s'orientent davantage vers l'intelligence artificielle et les mégadonnées, le centre de données de Waterloo stimulant les investissements et l'innovation. Les entreprises en démarrage restent nombreuses et vigoureuses, soutenues par le secteur public et le secteur privé.

Le secteur manufacturier conjugue stabilité et potentiel de croissance. Plusieurs de nos clients étendent leurs activités au sud de la frontière pour accroître leurs revenus. Cependant, l'incertitude commerciale demeure une source de préoccupations, notamment dans l'industrie automobile; ce secteur risque d'affronter quelques vents contraires dans la foulée des effets concrets de l'ACEUM.

Le marché du logement s'est stabilisé, ce qui n'empêche pas l'essor de la promotion immobilière — particulièrement du côté des appartements en copropriété. De plus, certains immeubles industriels arrivent sur un marché où les taux d'inoccupation sont très faibles. Nous avons également noté beaucoup d'activité dans la construction d'établissements de santé et de magasins, ce qui est de bon augure pour les industries spécialisées et les ventes au détail.

SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES



Julie Barker-Merz,
Présidente régionale –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
Direction Sud-Ouest de
l'Ontario



Richard Jaques,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Kitchener-Waterloo-
Hamilton



David Blyth,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
London-Windsor

Région du Grand Toronto

SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES



Steve Murphy,
Président régional –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
Direction Cité de Toronto



Doug Palmer,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Cité de Toronto Centre



Sheri Griffiths,
Présidente régionale –
Services bancaires aux
entreprises
Cité de Toronto Nord



SERVICES BANCAIRES AUX GRANDES ENTREPRISES AU CANADA
Hesham Abourahma,
Directeur du marché
régional – Financement
immobilier

L'économie de la région du Grand Toronto reste très performante et sa croissance est appelée à se poursuivre.

Cette vigueur émane d'un certain nombre de facteurs — et tout particulièrement du secteur technologique. Toronto arrive au quatrième rang des marchés des talents technologiques en Amérique du Nord, avec plus de 241 000 travailleurs dans ce domaine. Actuellement, la région dame le pion à d'autres marchés nord-américains — comme ceux de la baie de San Francisco, de Seattle et de Washington — en fait de création d'emplois dans ce secteur.

À notre avis, ce secteur n'a pas encore atteint son apogée et il va continuer à grandir. En raison de son bassin de main-d'œuvre technologique de grande qualité et très instruite, la région du Grand Toronto continuera d'attirer des sociétés canadiennes et étrangères œuvrant dans ce domaine, ce qui renforcera encore son économie.

La région exportant pour 70 milliards de dollars de biens et services annuellement, son économie reste très dépendante des marchés d'exportation. Maintenant que les négociations commerciales nord-américaines ont abouti, les propriétaires d'entreprise se disent plus en confiance puisqu'ils savent ce qui les attend.

Les dépenses d'infrastructure demeurent un important vecteur de l'économie du Grand Toronto. Plus de 80 % de la population canadienne vit désormais en milieu urbain, d'où le besoin constant de bâtir les infrastructures exigées par un tel afflux de population. Puisque 2019 sera une année d'élections fédérales, nous nous attendons à de nouvelles annonces de dépenses d'infrastructure qui auront un effet bénéfique sur l'économie torontoise.

Le marché du logement s'est stabilisé dans le Grand Toronto. Il est soutenu par une croissance régulière de l'emploi et par le marché des appartements voués à la location. La demande de logements a enfin commencé à fléchir, sous l'effet des nouvelles règles hypothécaires du gouvernement fédéral et de la hausse des taux hypothécaires. Ce ralentissement modéré ne règlera pas entièrement le problème d'accessibilité au logement, mais la construction d'appartements en copropriété et d'immeubles locatifs a contribué à créer une offre de logements plus abordables qui permet d'attirer et de retenir des résidents dans la région.



Québec



ÉCONOMIE

Robert Kavcic
Économiste principal

Le Québec a connu sa meilleure performance économique des 15 dernières années. Le PIB réel a sans doute crû de 2,3 % en 2018, après une forte progression de 2,8 % en 2017. La croissance a commencé à se modérer et ralentira vraisemblablement à 1,9 % cette année, chiffre néanmoins très supérieur au niveau potentiel de la province.

L'investissement réel des entreprises s'est beaucoup accéléré après une pause de plusieurs années. La confiance est étayée par la stabilité politique (malgré le récent changement de gouvernement) et par la nette amélioration des finances publiques. Cependant, la dynamique des exportations nettes a fléchi au cours des derniers trimestres. Le marché du travail a été solide, le Québec affichant l'une des plus fortes croissances de l'emploi au pays et le taux de chômage chutant sous la moyenne nationale – il se situe actuellement tout juste au-dessus de 5 %, proche d'un creux historique.

Le marché du logement de Montréal conserve son élan et demeure sans doute le plus vigoureux du Canada – dopé par les fondamentaux solides de la demande, une accessibilité favorable et la propagation des achats par des non-résidents. Les prix de référence augmentent à un rythme soutenu de 6,5 % en glissement annuel et cette hausse devrait pouvoir se poursuivre malgré la montée des taux d'intérêt. De plus, la construction résidentielle a récemment été porteuse pour l'économie.

Dans sa première mise à jour depuis l'assermentation du nouveau gouvernement, la province prévoit un excédent budgétaire de 4,5 milliards de dollars pour l'exercice 2018/2019, et ce, malgré des allègements fiscaux significatifs (accélération de la DPA pour les investissements des entreprises) et une augmentation des prestations pour enfants. La province affectera 8 milliards de dollars de Fonds des générations au remboursement anticipé de sa dette.

SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES



Mario Rigante,
Président régional –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
Direction du Québec



Paul Sabbagh,
Vice-président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Montréal Métropolitain



Martin Beauchamp,
Vice-président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Régions Sud et Est
du Québec

Le regain de vigueur de l'économie québécoise représente une excellente nouvelle pour nos entreprises clientes. L'expansion gagne l'ensemble de la province et le marché regorge de liquidités pour financer des projets.

Le secteur des technologies a été particulièrement florissant. De nombreuses sociétés déménagent dans la région de Montréal où elles peuvent combler leurs besoins de main-d'œuvre et profiter d'un cadre fiscal attirant, d'où la croissance soutenue de cette industrie. On notera l'émergence du secteur des technologies propres, dont la dimension prometteuse fait ressortir la nécessité de rester au courant de l'évolution des politiques environnementales, des accords internationaux et des échanges commerciaux. De plus, Montréal s'est acquis une réputation mondiale de compétence en intelligence artificielle. Nos entreprises clientes sont conscientes des avantages de l'IA; les acteurs de l'industrie du savoir se développent, d'où la création d'écosystèmes locaux dont pourront profiter des entreprises de tous les secteurs.

Dans le domaine agricole, le nouvel ACEUM a suscité des inquiétudes dans l'industrie laitière et avicole vu la modification des quotas d'importation. Pour l'instant, il est difficile de quantifier l'impact financier réel de cette entente sur les producteurs, mais l'incertitude actuelle incite ces derniers à la prudence. Par ailleurs, la tendance à la consolidation se maintient et il faut s'attendre à d'autres acquisitions de petites exploitations par des plus grandes dans un proche avenir.

Nous assistons à un virage dans les pratiques de soins de santé. De plus en plus de médecins s'associent pour ouvrir leurs cliniques au lieu de travailler en milieu hospitalier. Cette tendance est encouragée par une meilleure rentabilité et elle rend les médecins plus accessibles.

Porté par une croissance économique et démographique robuste, le marché immobilier du Québec est devenu un terrain fertile pour les investisseurs et les promoteurs. Nos clients nous disent que le rythme de la construction résidentielle s'est intensifié l'an dernier et devrait rester vif jusqu'en 2019. La croissance de la population contribue également à une très forte poussée de l'offre de logements locatifs, ce qui améliorera l'accessibilité dans un contexte d'augmentation de la valeur des terrains et des coûts de construction.



Nouveau-Brunswick



L'économie du Nouveau-Brunswick a connu une forte progression; le PIB réel a crû en moyenne de 1,6 % en 2016 et en 2017 tandis que la population augmentait. La croissance s'est vraisemblablement modérée à 1,0 % l'an dernier et devrait décliner vers son niveau potentiel autour de 0,7 % en 2019.

Récemment, les dépenses d'investissement ont ralenti en raison de l'achèvement d'importants projets dans les secteurs des produits forestiers et du raffinage. Des défis persistent dans le secteur de la potasse, tandis que les exportations forestières pourraient pâtir de la fin de l'expansion du marché américain de l'habitation (qui reste toutefois stable).

Les tendances du marché du travail se sont améliorées; l'emploi a rebondi de ses creux de 2016, bien qu'il demeure au même niveau qu'il y a 10 ans dans le secteur privé. Le taux de chômage a baissé sous les 8 %, mais uniquement dans le contexte d'une diminution progressive de la population active. L'évolution démographique demeure particulièrement préoccupante car la province doit encore composer avec des flux migratoires sortants nets et un vieillissement de la population restante. Cependant, la croissance de la population a atteint un sommet de 27 ans, stimulée par une augmentation de l'immigration internationale, tout en demeurant modeste autour de 0,5 % en glissement annuel.

Pour l'exercice 2017/2018, les finances publiques de la province ont affiché une meilleure tenue que prévu, avec un excédent de 67 millions de dollars. Le Nouveau-Brunswick a présenté récemment l'une des meilleures dynamiques fiscales et budgétaires. Fait encourageant, la dette nette a chuté en proportion du PIB pour une deuxième année de suite durant l'exercice 2017/2018.



La relance des investissements des entreprises a donné à l'économie de la province le coup de pouce dont elle avait besoin.

La légalisation du cannabis et la demande de marijuana médicale créent des emplois dans la province. Un important centre de distribution de Moncton — Organigram — compte des centaines d'employés et génère des millions de dollars de recettes fiscales. À mesure que cette industrie pose ses bases, elle devrait accroître ses activités et continuer de stimuler la croissance économique.

Dans l'immobilier, la construction de logements collectifs a mené le bal, en hausse de 13 % durant les huit premiers mois de 2018. Les mises en chantier de maisons individuelles ont quant à elles connu leur meilleur mois d'août depuis 2015. Ce tableau est positif et nous nous attendons à ce que la poursuite des investissements des entreprises se traduise par une demande accrue qui devrait contribuer à attirer des nouveaux arrivants et compenser les flux migratoires sortants.

Nos clients suivent de près le projet de restauration de la rivière Petitcodiac. Un nouveau pont permanent enjambra la rivière Petitcodiac entre les villes de Riverview et Moncton. Il assurera une liaison plus sûre et fiable pour les résidents et les touristes qui l'emprunteront, en plus de rétablir le flux de marée, ce qui permettra de stimuler fortement l'écotourisme et la croissance économique dans la région. Les gouvernements provincial et fédéral se sont engagés à verser 61,6 millions de dollars pour la réalisation de la phase finale de cet important projet d'infrastructure.



Nouvelle-Écosse



La croissance économique semble devoir se modérer en Nouvelle-Écosse cette année, le PIB réel progressant probablement de 0,9 %, contre 1,1 % en 2018 et un chiffre vigoureux de 1,5 % en 2017. Ce ralentissement s'inscrit dans la tendance baissière vers le niveau potentiel prévue dans la plupart des provinces. La démographie et les investissements non résidentiels ont stimulé l'économie ces dernières années.

Le chantier naval de Halifax s'affaire à construire des navires de combat pour la Marine royale canadienne en vertu d'un contrat de 25 milliards de dollars qui s'étendra jusqu'en 2030. D'autres grands projets d'investissement, comme le Nova Centre et le lien maritime, ont également soutenu la croissance récemment, mais leur apport a commencé à s'estomper. La construction résidentielle a été forte, avec un nombre record d'unités bâties à Halifax. Cet essor s'explique en partie par une croissance démographique plus solide attribuable à l'inversion du flux migratoire qui se dirigeait vers l'Alberta et à une hausse significative de l'immigration internationale.

Le marché du travail a été dynamique, la création d'emplois s'accéléralant depuis le milieu de 2017, principalement dans les secteurs de la construction et des services. Le taux de chômage oscille autour de 8 %, niveau proche d'un creux cyclique si l'on exclut le bref recul exceptionnel du début de 2018.

La province prévoit un excédent budgétaire de 27 millions de dollars pour l'exercice 2018/2019 (0,1 % du PIB). Elle serait ainsi dans le vert pour la troisième année de suite, après un excédent meilleur que prévu de 230 millions de dollars aux comptes publics de l'exercice 2017/2018. La dette nette en pourcentage du PIB déclinera progressivement et la situation budgétaire reste positive.



Les occasions d'affaires continuent de se multiplier à l'échelle de la Nouvelle-Écosse, où les perspectives d'expansion économique sont bonnes. D'importants projets de construction et de réaménagement sont en cours ou prévus dans les établissements de santé de la province. Des travaux majeurs se déroulent à QEII, avec l'agrandissement du Halifax Infirmary et la construction d'un nouveau centre ambulatoire. L'hôpital général de Dartmouth sera lui aussi rénové et les hôpitaux du Cap-Breton seront modernisés, avec le réaménagement et l'agrandissement de l'établissement de Sydney, la construction de nouveaux centres de santé à North Sydney et New Waterford et la rénovation de l'urgence de Glace Bay.

Par ailleurs, Michelin Amérique du Nord a annoncé deux nouveaux projets dans son site du comté de Pictou. Cet investissement de plus de 20 millions de dollars créera 150 nouveaux emplois en plus de transformer 200 postes temporaires en emplois permanents.

Dans le secteur de la construction, le marché des maisons individuelles est resté stable sur un an. Bonne nouvelle, les mises en chantier de logements collectifs ont plus que doublé entre août 2017 et août 2018. Depuis le début de l'année, la construction de logements collectifs est restée vigoureuse, la migration internationale et interprovinciale vers la RMR de Halifax continuant de stimuler la demande de logements locatifs.

Le chantier naval Irving de Halifax réalise des contrats de plus de 3,4 milliards de dollars, mais les travaux de maintenance risquent d'être transférés à l'extérieur de la province. Les travailleurs du chantier ont lancé une campagne pour conserver leurs emplois.

Dans le domaine des pêches, nos entreprises clientes ont exporté davantage de homards en Asie. Cependant, le différend commercial sino-américain crée de l'incertitude. La demande pour le homard canadien en Chine a augmenté à court terme, mais d'autres pays asiatiques achètent des homards des États-Unis qui sont au moins 1 \$US meilleur marché; ceci exerce une pression sur les producteurs canadiens.



Île-du-Prince-Édouard



ÉCONOMIE

Robert Kavcic
Économiste principal

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a progressé à un rythme très solide; cependant, la croissance du PIB réel a vraisemblablement ralenti à 2,0 % en 2018 après un bond de 3,5 % en 2017, et elle devrait fléchir de nouveau pour atteindre 1,2 % cette année. La fermeté de l'expansion économique américaine et un apport démographique devraient continuer de compenser les restrictions des dépenses publiques, permettant à la province d'afficher une croissance conforme au niveau potentiel à moyen terme.

Les exportations augmentent à un rythme solide, tirées par l'électronique et le matériel électrique et par les gains obtenus antérieurement dans l'aérospatiale et le matériel de transport. La demande américaine devrait rester ferme, tandis que le taux de change récent du dollar canadien favorise le tourisme.

Les mesures d'austérité du secteur public continueront probablement de freiner la croissance cette année. Après leur forte progression des deux dernières années, les dépenses publiques d'investissement devraient chuter de 15 % en 2018 – la baisse touchant particulièrement les infrastructures de transport.

La croissance démographique est très forte, à 1,8 % en glissement annuel. L'immigration internationale s'est accélérée récemment et la migration interprovinciale nette s'est largement stabilisée. L'emploi a fait bonne figure, affichant une progression à un niveau record en octobre et une croissance supérieure à 3 % en glissement annuel. Ceci a contribué à abaisser le taux de chômage à un creux historique de 7,2 %, le plus faible des provinces de l'Atlantique.

La province prévoit un excédent budgétaire de 4,4 millions de dollars pour l'exercice 2018/2019 (à l'équilibre en pourcentage du PIB), en hausse par rapport aux 1,5 million de dollars estimés dans le budget.



SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES

Lynda Taylor,
Présidente régionale –
Services bancaires
Particuliers et entreprises
au Canada
Direction de l'Atlantique



Justin Scully,
Président régional –
Services bancaires aux
entreprises
Atlantique

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a affiché une progression solide, mais les entreprises commencent à montrer des signes de prudence.

La pêche demeure une composante importante de l'économie de la province. Les prises ont été bonnes sur un an et la demande reste forte à l'échelle mondiale, et notamment en Asie. Les tensions récentes avec la Chine inquiètent certains pêcheurs, mais la situation demeure positive dans l'ensemble.

Dans le secteur agricole, des conditions agroclimatiques défavorables nuisant à la croissance des cultures – et des pluies record durant la période de récolte – ont pénalisé les producteurs de partout au pays, et tout particulièrement à l'Île-du-Prince-Édouard où plus de 6 000 acres sont restés non récoltés, contre une moyenne d'à peine 500 à 1 000 acres au cours d'une année typique. On ne saurait sous-estimer l'importance de l'agriculture dans l'économie de la province, et nous offrons à nos clients un programme de secours visant à amoindrir les défis financiers auxquels ils font face.

Nous gardons à l'œil le marché laitier. En vertu du nouvel ACEUM, le Canada a accepté d'ouvrir son marché pour permettre aux Américains de vendre davantage de lait, de fromage et d'autres produits laitiers au nord de la frontière. Le Canada a aussi convenu de mettre fin à un système de tarification qui limitait les importations de certaines substances laitières. Cet accord a été accueilli avec une certaine réserve par les

producteurs laitiers canadiens, mais nous pensons qu'il sera favorable à l'économie du Canada en entraînant une augmentation des exportations.

Comme les années précédentes, le tourisme demeure une importante source de revenu dans la province. L'Île-du-Prince-Édouard revendique certains des paysages les plus pittoresques du pays et accueille des visiteurs de tous les coins de l'Amérique du Nord et du monde, qui sont attirés par ses terrains de golf impressionnants, ses plages superbes et ses villes animées. Le taux de change du dollar canadien a favorisé le tourisme et, en 2018, les Américains ont représenté une part importante des touristes sur l'île.



Terre-Neuve-et-Labrador



L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador reste à la peine, et la faiblesse récente des prix du pétrole freinera la croissance des revenus en réduisant la production et les investissements à court terme. Le PIB réel devrait monter de 1,5 % cette année après avoir reculé de 1,0 % en 2018, et la croissance restera atone durant les prochaines années.

Le secteur pétrolier compte pour environ 20 % du PIB de la province et plus de 7 % de l'emploi – tout juste un peu moins qu'en Alberta dans les deux cas. Ainsi, la baisse récente des prix du pétrole risque de frapper les revenus et vient défaire une évolution positive qui se dessinait durant la plus grande partie de 2018. La production pétrolière de la province a diminué après avoir atteint un sommet en 2007, mais son niveau devrait augmenter grâce à la production du champ pétrolifère d'Hebron mis en ligne tard en 2017, qui atteindra 150 000 b/j durant les prochaines années. Le secteur présente un potentiel solide à long terme, mais les dépenses d'investissement marquent une pause à court terme, au moment où d'autres projets comme Muskrat Falls tirent à leur fin.

L'emploi s'est stabilisé cette année, mais demeure inférieur d'environ 7 % à son sommet de 2013. La province affiche donc le taux de chômage le plus élevé du pays, de l'ordre de 14 % à 15 %, et elle se distingue des autres provinces de l'Atlantique par un déclin démographique persistant. Cette situation s'est traduite par une sous-performance au niveau des ventes au détail et du prix des maisons.

La province prévoit un déficit de 547 millions de dollars pour l'exercice 2018/2019, soit moins que les 683 millions de dollars estimés dans le plan budgétaire. Ceci dit, la prévision révisée à l'égard des prix pétroliers sous-jacents paraît déjà trop optimiste au vu de la faiblesse récente de ces prix, laissant planer un risque à la baisse pour le reste de l'exercice.



Après une période difficile, les entreprises de Terre-Neuve-et-Labrador se montrent optimistes.

L'industrie pétrolière et gazière attend un revirement économique important, dans le cadre duquel une augmentation des redevances pétrolières extracôtières devrait contribuer fortement à la croissance de la province. La province maintient son engagement envers ce secteur, alors que les travaux de construction du projet West White Rose sont prêts à commencer. Ce projet de plusieurs milliards de dollars créera une nouvelle plateforme de forage en eau profonde, moyennant un investissement total de 1,1 milliard de dollars. Ses avantages accessoires pour d'autres entreprises favoriseront la croissance de l'emploi.

Dans l'industrie minière, la Compagnie minière IOC a inauguré officiellement le nouveau puits Moss à sa mine de Labrador City. Cet agrandissement devrait prolonger la vie de cette mine de 50 ans. Vu la hausse des prix du minerai et du fer, cet investissement procurera des revenus importants et soutiendra la croissance de la province.

Le secteur de l'énergie reste lui aussi vigoureux, la production hydroélectrique de la basse-Churchill représentant l'une des ressources énergétiques les plus attrayantes du continent et une composante importante du portefeuille de ressources énergétiques de la province. Offrant une capacité combinée de plus de 3 000 mégawatts, les deux centrales du projet

(Muskrat Falls et Gull Island) ont commencé à fournir de l'énergie à Terre-Neuve-et-Labrador, ainsi qu'à la Nouvelle-Écosse par le lien maritime. Muskrat Falls devrait accroître sa production en 2019 et fonctionner à pleine capacité en 2020.

Dans le secteur de la pêche, le marché reste solide et les prix mondiaux évoluent dans un sens positif. Certains types de fruits de mer sont plus difficiles à trouver; par exemple, les stocks ont disparu de la zone de pêche à la crevette 6 au nord-est de Terre-Neuve, forçant les pêcheurs à aller plus au nord. Par contre, des signes encourageants se manifestent à l'égard d'autres ressources halieutiques, comme les perspectives stables des poissons de fond et l'augmentation des exportations lucratives de concombres de mer en Asie.

Sommaire des données économiques des provinces

	C.-B.	Alberta	Sask.	Manitoba	Ontario	Québec	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.	Canada
Croissance du PIB réel (mesures en chaîne : variation annuelle en %)											
2018 e	2,3	2,4	1,0	2,0	2,4	2,3	1,0	1,1	2,0	-1,0	2,1
2019 p	2,5	1,5	1,4	1,8	2,0	1,9	0,7	0,9	1,2	1,5	1,8
2020 p	2,4	2,5	1,5	1,6	1,6	1,4	0,7	0,7	0,9	0,2	1,7
Croissance de l'emploi (variation annuelle en %)											
2018	1,1	1,9	0,4	0,6	1,6	0,9	0,3	1,5	3,0	0,4	1,3
2019 p	2,0	1,2	1,3	1,0	1,4	0,6	-0,2	0,7	0,8	0,8	1,2
2020 p	1,3	0,9	0,3	0,5	0,8	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,7
Taux de chômage (%)											
2018	4,7	6,7	6,1	6,0	5,6	5,5	8,0	7,6	9,4	13,9	5,8
2019 p	4,4	6,6	5,8	5,8	5,5	5,4	7,8	7,4	8,5	11,8	5,7
2020 p	4,3	6,5	5,8	5,7	5,4	5,4	7,7	7,3	8,4	11,4	5,6
Mises en chantier (milliers)											
2018	40,9	26,2	3,6	7,4	79,3	46,9	2,3	4,9	1,0	1,5	214,0
2019 p	37,5	27,0	3,7	6,8	73,0	46,0	2,8	5,8	0,9	1,3	205,3
2020 p	35,0	30,0	3,5	6,5	72,0	43,0	2,4	5,0	0,9	1,2	200,0
Prix à la consommation (variation annuelle en %)											
2018 e	2,6	2,5	2,2	2,5	2,3	1,7	2,2	2,2	2,3	1,8	2,2
2019 p	1,9	1,6	1,5	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6	1,7
2020 p	2,3	2,0	2,0	2,1	2,1	1,8	2,1	2,0	1,8	2,0	2,1

e = estimations p = prévisions

Déclaration générale

« BMO Marchés des capitaux » est une dénomination commerciale utilisée par BMO Groupe financier en ce qui concerne les services de vente en gros de la Banque de Montréal et de ses filiales BMO Nesbitt Burns Inc., BMO Capital Markets Limited au Royaume-Uni et BMO Capital Markets Corp. aux États-Unis. BMO Nesbitt Burns Inc., BMO Capital Markets Limited et BMO Capital Markets Corp. sont des sociétés affiliées. Ce document est diffusé ou distribué à Hong Kong par la Banque de Montréal (« BMO »). BMO est une institution autorisée en vertu de l'ordonnance sur les banques (*Banking Ordinance*) (chapitre 155 des lois de Hong Kong) et une institution enregistrée auprès de la Commission des opérations sur titres et opérations à terme (n° AAK 809) conformément à l'ordonnance relative aux opérations sur titres et opérations à terme (*Securities and Futures Ordinance*) (chapitre 571 des lois de Hong Kong). BMO ne fait pas de déclarations selon lesquelles le présent document peut être distribué de manière légale, ou selon lesquelles les produits financiers peuvent être offerts ou négociés de manière légale, conformément aux exigences réglementaires en vigueur dans d'autres territoires ou en vertu d'une dispense qu'elles contiennent. La Banque de Montréal ou ses filiales (« BMO Groupe financier ») offrent des services de prêt ou d'autres services rémunérés à de nombreux émetteurs couverts par BMO Marchés des capitaux. Les opinions, estimations et projections contenues dans ce rapport ont été établies par BMO Marchés des capitaux à la date indiquée et sont sujettes à changement sans préavis. Tous les efforts sont faits pour assurer que le contenu du présent document est tiré de sources considérées comme fiables et que les données et les opinions sont complètes et précises. Cependant, BMO Marchés des capitaux ne peut donner aucune garantie, expresse ou implicite, à cet égard et ne peut être tenue responsable des erreurs ou omissions éventuelles, ni des pertes découlant de l'utilisation de ce rapport ou de son contenu. BMO Marchés des capitaux ou ses sociétés affiliées peuvent, en outre, disposer d'information n'y figurant pas. Les informations présentées dans ce rapport ne doivent pas servir de ressource principale pour prendre des décisions de placement et, chaque client ayant ses propres objectifs, ne doivent pas être considérées comme des conseils visant à répondre aux besoins de placement particuliers des investisseurs. Ce document ne constitue pas une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris de marchandises, de titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière de placement ou une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération. Chaque investisseur devrait envisager d'obtenir un avis indépendant avant de prendre une décision financière. Ce document contient seulement des renseignements d'ordre général et ne tient pas compte des besoins, de la situation financière ou des objectifs de placement particuliers des investisseurs. BMO Marchés des capitaux ou ses sociétés affiliées peuvent acheter de leurs clients ou leur vendre des titres d'émetteurs mentionnés dans le présent rapport à titre de contrepartiste. BMO Marchés des capitaux ou ses sociétés affiliées, administrateurs, dirigeants ou employés peuvent détenir des positions acheteur ou vendeur sur de nombreux titres dont il est question dans le présent document, sur des titres connexes ou sur des options, contrats à terme ou autres produits dérivés desdits titres. Le lecteur doit supposer que BMO Marchés des capitaux ou ses sociétés affiliées peuvent se trouver en situation de conflit d'intérêts et ne doit pas s'appuyer sur ce seul rapport pour évaluer s'il est pertinent de vendre ou d'acheter des titres des émetteurs mentionnés dans celui-ci.

Accessibilité de la recherche

Nos publications sont diffusées par courriel et peuvent également être consultées sur notre site Web à l'adresse <http://economics.bmocapitalmarkets.com>. Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec votre représentant de BMO Groupe financier.

Énoncé relatif aux conflits d'intérêts

Vous trouverez, dans notre politique de gestion des conflits d'intérêts relatifs à la recherche sur les placements à l'intention du public, une description générale de la façon dont BMO Groupe financier repère et gère les conflits d'intérêts. Vous trouverez cette politique à l'adresse http://researchglobal.bmocapitalmarkets.com/Public/Conflict_Statement_Public.aspx.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES DISPONIBLES SUR DEMANDE

BMO Groupe financier (NYSE, TSX : BMO) est un fournisseur intégré de services financiers qui offre tout un éventail de produits dans les domaines des services bancaires aux particuliers, de la gestion de patrimoine ainsi que des services de banque d'affaires et des services aux sociétés. Au Canada, BMO sert les particuliers par l'intermédiaire de BMO Banque de Montréal et de BMO Nesbitt Burns. Aux États-Unis, elle sert les particuliers et les entreprises par l'intermédiaire de BMO Harris Bank N.A. (membre de la FDIC). Les services de banque d'affaires et les services aux sociétés sont fournis au Canada et aux États-Unis par l'intermédiaire de BMO Marchés des capitaux. BMO Marchés des capitaux est un nom commercial utilisé par BMO Groupe financier pour les services de vente en gros de la Banque de Montréal, de BMO Harris Bank N.A., de BMO Ireland Plc et de Bank of Montreal (China) Co. Ltd. et les services de courtage auprès des clients institutionnels de BMO Capital Markets Corp. (membre de la SIPC) et de BMO Nesbitt Burns Securities Limited (membre de la SIPC) aux États-Unis, de BMO Nesbitt Burns Inc. (membre du FCPE) au Canada, en Europe et en Asie, de BMO Capital Markets Limited en Europe, en Asie et en Australie et de BMO Advisors Private Limited en Inde.

« Nesbitt Burns » est une marque de commerce déposée de BMO Nesbitt Burns Inc., utilisée sous licence. « BMO Marchés des capitaux » est une marque de commerce de la Banque de Montréal, utilisée sous licence. « BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

^{MD} Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal aux États-Unis, au Canada et partout ailleurs.

^{MC} Marque de commerce de la Banque de Montréal aux États-Unis et au Canada.

© BMO CAPITAL MARKETS CORP., 2019.

Membre de BMO Groupe financier